



Patrimoines alternatifs dans l'Égypte post-révolutionnaire

Gilles Suzanne

► To cite this version:

Gilles Suzanne. Patrimoines alternatifs dans l'Égypte post-révolutionnaire. Incertains regards. Cahiers dramaturgiques., 2021, 147-158. <hal-03605712>

HAL Id: hal-03605712

<https://hal.science/hal-03605712v1>

Submitted on 16 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Patrimoines alternatifs
dans l'Égypte post-révolutionnaire

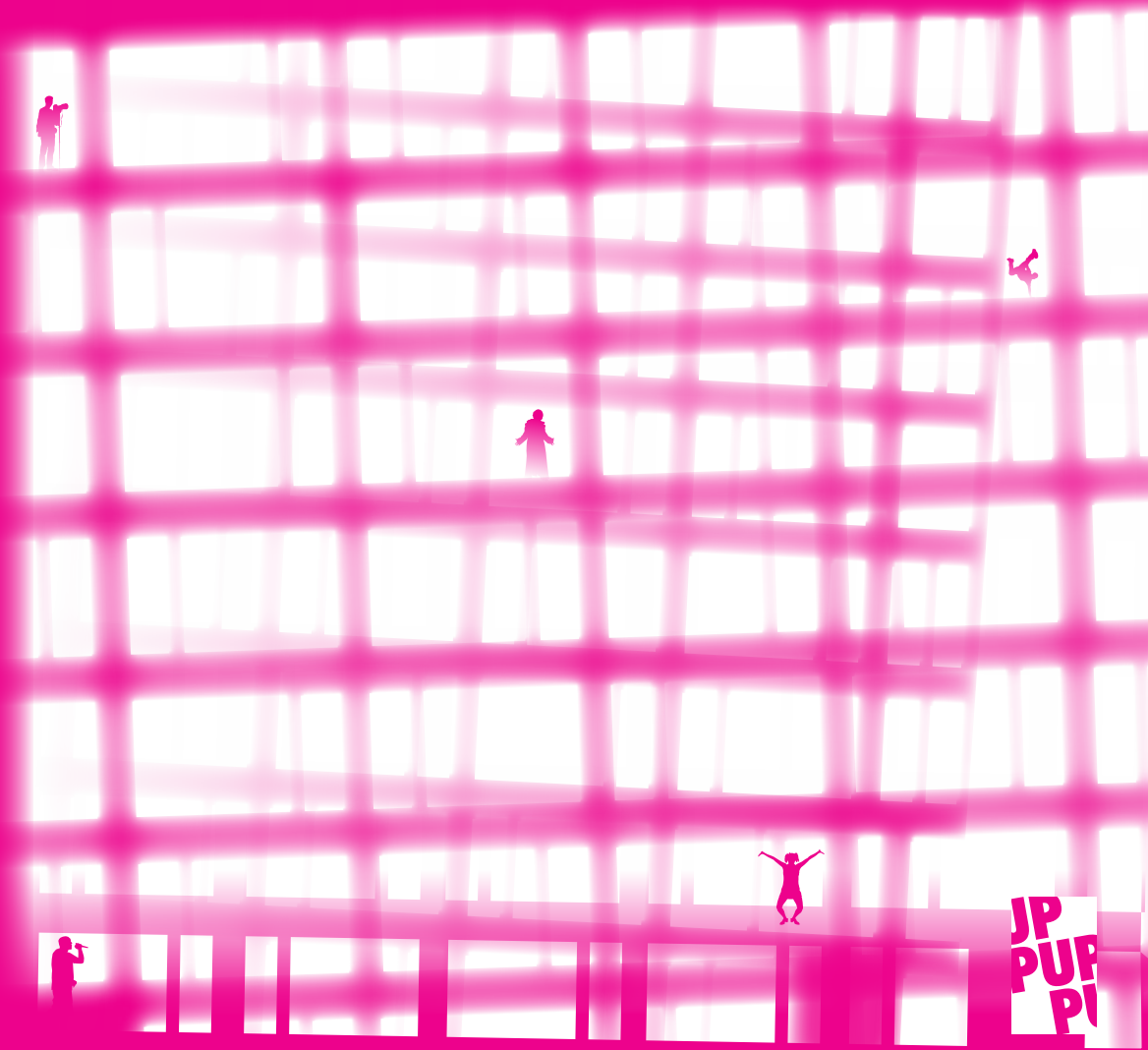
Gilles Suzanne

Aix-Marseille Université
Laboratoire d'Études en Sciences des Arts

Combats pour la culture, culture du combat

Scènes artistiques et sociétés en mouvement
dans le monde arabo-méditerranéen

HORS SÉRIE



Patrimoines alternatifs dans l'Égypte post-révolutionnaire

Gilles Suzanne

Un certain nombre d'initiatives patrimoniales se développent actuellement sur le pourtour sud de la Méditerranée. Elles imposent de mettre à jour nos connaissances sur ce qui fait patrimoine, sur qui sont celles et ceux qui font patrimoine et selon quelles modalités concrètes dans le monde arabe.

Dans le domaine des initiatives orientées vers la patrimonialisation urbaine, nous pouvons ainsi mentionner différents exemples. Au Maroc, Casa mémoire, en faisant des architectures du ^{xx}e siècle un patrimoine, alors même qu'elles sont stigmatisées comme « coloniales¹ », préserve, selon ses initiateurs, le « patrimoine de Casablanca et [...] son identité culturelle plurielle ». De sorte, précisent-ils, que la valorisation de ce « patrimoine architectural » contribue à la « sauvegarde [...] de la mémoire collective », et, sur d'autres plans, sociaux et culturels, promeut le « tourisme culturel », ainsi que la diffusion du patrimoine auprès des casablancais². À Oran, Bel Horizon³ est une association qui œuvre à la « sauvegarde » et à « la réhabilitation du patrimoine historique et naturel oranais, par la sensibilisation, le plaidoyer, la recherche-action et la formation des jeunes aux problématiques du patrimoine⁴ ». À Beyrouth, les actions de Save Beirut Heritage correspondent à cette sorte d'initiatives patrimoniales⁵. À Alexandrie, *Save Alex*, l'initiative sur laquelle nous nous attardons dans les lignes qui suivent, se situe au cœur d'un réseau dense et dynamique d'actions tout à fait intéressantes, eu égard aux questions qui nous occupent⁶.

Ces initiatives ne se réduisent plus à un face-à-face entre une patrimonialisation conçue par le haut des institutions, de leurs réglementations, de leurs agents et de leurs procédures (classement, conservation...), et un ensemble de mémoires revendiquées en tant que patrimoine par le bas d'une myriade de communautés mémorielles aussi multiples que variées. Ces dernières étant perçues, d'un point de vue politique, comme une menace pour le risque de dissolution des récits nationaux et de fragmentation des identités nationales qu'elles représentent.

Les pratiques de patrimonialisation qui relèvent de ces initiatives imposent plutôt le patrimoine par le milieu ou, pour le dire mieux, comme un milieu qui n'est pas plus exclusif à l'action des institutions qu'à celle des communautés mémorielles.

1 Argument qui sert le plus souvent à la puissance publique à justifier l'absence de tout programme de conservation et qui débouche, de fait, sur leur déperissement. Ce qui nourrit une situation d'opportunité pour de nombreux projets privés de promotion immobilière s'inscrivant d'une manière ou d'une autre dans les politiques urbaines municipales ou nationales.

2 Casamémoire est une association de sauvegarde du patrimoine architectural du ^{xx}e siècle créée en 1995. Cf. [<http://www.casamemoire.org/>], (consulté le 21.01.21).

3 Gilles Suzanne, « Bel Horizon (Oran) : entretien avec Kouider Metair », *Faire savoirs*, n° 12, 2016.

4 Bel horizon est une association créée en 2001 pour sauvegarder et réhabiliter le patrimoine historique et naturel oranais. Cf. [<https://www.oran-belhorizon.com/>] (consulté le 28.01.21); Cf. [<https://www.facebook.com/oranbelhorizon/>], (consulté le 21.01.21).

5 Save Beirut Heritage, créée en 2010, œuvre à la sauvegarde du patrimoine architectural. Cf. [<https://www.facebook.com/SaveBeirutHeritage/>], (consulté le 21.01.21).

6 Cf. [<https://www.facebook.com/savealexeg/>], (consulté le 21.01.21).

7 Nous avons pu présenter les enjeux d'une telle distinction dans une recherche précédente. Gilles Suzanne, « Processus transverses de patrimonialisation et fabrique de soi. L'exemple de la "Coordination Patrimoines et Créations" », *Faire savoirs*, n° 12, 2016.

Ces actions de patrimonialisation sont le fait de collectifs socialement hétérogènes et professionnellement hétéroclites. Lesquels regroupent des citoyens intéressés par l'histoire passée et contemporaine de leur ville, de leurs quartiers, de leurs populations et de leurs usages. Tout autant que des agents et des agences des institutions patrimoniales. Les projets de patrimonialisation qu'elles impulsent – c'est-à-dire leur manière de faire patrimoine – forment en ce sens un espace de pratiques éminemment collectives et transversales.

Ces actions de patrimonialisation s'affirment ainsi comme un ensemble de procédés et de protocoles dans lequel leurs initiateurs, s'auto ou s'entre-définissent comme des acteurs du patrimoine. Ils s'estiment, en somme, légitimes à donner une forme et une signification patrimoniale à ce qu'ils conçoivent comme un, du ou des patrimoines. Le patrimoine devient dès lors l'espace et le temps, c'est-à-dire la condition, d'une expérience patrimoniale non exclusivement institutionnelle ou communautaire.

Pour les initiateurs et les publics de ces actions, ces processus de patrimonialisation se proposent comme une manière de se départir de cette sorte d'Être historial auquel ils se sentent assignés. Un Être ou une identité qui ne sauraient se constituer qu'en référence tantôt à la sphère du national, tantôt à celle du communautaire. Ces processus, d'autre part, s'offrent à eux comme une façon de se confronter, c'est-à-dire de confronter leurs manières de penser, d'agir et de sentir tout ce qui pourrait relever selon eux d'une patrimonialisation (faits, lieux, usages...) aux mémoires comme aux représentations instituées de l'histoire. Ils font, en somme, de leurs actions de patrimonialisation, une façon de se singulariser vis-à-vis des identités auxquelles les patrimoines institués et communautaires les renvoient. En ce sens, nous pourrions dire qu'ils opposent la patrimonialisation, comme mode de subjectivation, au patrimoine comme cadre de la subjectivité⁷.

En Égypte, à la veille de la révolution, les représentations sociale et institutionnelle du patrimoine national sont largement indexées sur les traces matérielles et immatérielles des mondes antiques et médiévaux : principalement pharaoniques, et, par extension, grecs, romains, coptes et islamiques. Il faut dire que ces vestiges ancestraux, qui témoignent par ailleurs d'une histoire universelle, constituent la matière première de l'industrie du tourisme. Laquelle représente l'une des principales ressources productives du pays. Pour l'année 2010, le Bureau du tourisme égyptien comptabilisait plus de 14 millions de visiteurs. Six ans après la révolution égyptienne, le ministère du Tourisme affichait fièrement 8 millions de visiteurs malgré le contexte sécuritaire et politique du pays.

Ferment de l'économie nationale, le patrimoine, essentiellement pharaonique, mais également médiéval, se situe également au cœur du *soft power* égyptien. Il fait l'objet d'une intense politique culturelle étrangère d'exposition. Il suffit pour s'en convaincre de suivre la politique menée par l'égyptologue et ministre du Tourisme et des Antiquités Khaled

El-Enany. Lequel soutint, entre autres, *The World of the Fatimids* à l'Aga Khan Museum de Toronto (10 mars 2018 - 2 juillet 2018), puis *Sunken Cities : Egypt's Lost Worlds* au Saint Louis Art Museum (25 mars 2018 - 9 septembre 2018), reprise de l'exposition *Osiris. Mystères engloutis d'Égypte* organisée à l'Institut du monde arabe de Paris (8 septembre 2015 - 31 janvier 2016), ou encore la tournée mondiale de King Tut : *Treasures of the Golden Pharaoh* qui s'inaugura, en 2019, à Los Angeles, rallia Paris, puis Londres, avant que la crise sanitaire mondiale due au SARS-CoV-2 ne l'interrompe⁸. Il y a encore un an, cette politique culturelle étrangère offensive était censée marquer le « retour culturel » de l'Égypte sur la scène internationale et du Caire dans le concert des villes mondes⁹.

En matière de politique intérieure, l'hypertrophie de cette conception du patrimoine s'explique par la mobilisation de l'imaginaire antique dans la lutte contre le terrorisme¹⁰. Depuis 2013, Abdel Fattah al-Sissi, raïs du pays, promulgue, à cet effet, d'ambitieux programmes patrimoniaux dans l'espoir que ce retour aux sources serve de modèle d'inspiration pour les Égyptiens. Comme si ces derniers pouvaient percevoir dans ce passé pharaonique la vérité de ce qu'ils sont et en faire une terre originelle à même d'être le germe d'un nouveau destin historique. Selon les termes du président Abdel Fattah al-Sissi lui-même, les réalisations patrimoniales participent de la « grande transformation civilisationnelle et culturelle » dont l'Égypte aurait dû être témoin en 2020¹¹.

Quant au rendement symbolique de cette convocation de la sacralité et de l'éminence pharaonique, il confère, métonymiquement, toute sa légitimité aux projets de l'actuel pouvoir égyptien. De ce point de vue, l'installation d'un musée consacré à l'antiquité dans la nouvelle capitale administrative égyptienne n'est pas anodine. Elle apporte sans nul doute sa caution à ce projet pharaonique des temps modernes¹². Ce qui n'empêche pas l'État égyptien de construire deux autoroutes de 8 voies chacune – preuve s'il fallait de la nature spécieuse de cet appel à l'histoire – dont l'une passera entre la pyramide à degrés de Saqqarah et le site archéologique de Dahchour où se trouvent la pyramide rhomboïdale et la pyramide rouge. Alors que l'autre s'enfoncera dans le désert à moins de 3 kilomètres des pyramides de Gizeh. Tout comme, dans un autre registre, le transfert de quatre sphinx de Louxor sur la place Tahrir – pour conférer à cette dernière une « touche de civilisation », précise Abdel Fattah al-Sissi – dissimule mal l'intention du tout-puissant président égyptien de balayer la mémoire récente de la révolution au profit de l'histoire intemporelle de la nation.

En Égypte, comme dans nombre d'autres pays, le patrimoine est donc affaire d'économie nationale et d'idéologie d'État. Or la révolution de 2011 à tout à coup fait du patrimoine le théâtre d'opération d'une multitude d'initiatives qui lui confère, depuis, une certaine consistance sociale. *Save Alex*, pour *Save Alexandria*, est l'une d'entre elles.

8 Cette tournée mondiale aurait dû se poursuivre par Boston, puis Sydney, en 2020 et 2021. Il faudrait ajouter à cela l'effet de levier financier que la conservation des collections représente pour l'Égypte. En 2017-2018, par exemple, l'investissement de l'Agence de coopération internationale japonaise pour restauration de quelques 38 000 objets conservés au Musée Égyptien du Caire s'éleva à 750 millions de dollars.

9 Jihād Gillon, « Khaled al-Anani, ministre égyptien des Antiquités : "Notre patrimoine est celui de l'humanité" », *Jeune Afrique*, édition du 18.04.2019. Cf. [<https://www.jeuneafrique.com/mag/762555/culture/khaled-al-anani-ministre-egyptien-des-antiquites-notre-patrimoine-est-celui-de-lhumanite/>], (consulté le 21.01.21).

10 L'hypertrophie patrimoniale que nous évoquons ne doit ni occulter les tensions qui existent nécessairement, au sein même de l'appareil d'État égyptien, entre les différents services, ministères, tendances religieuses, politiques, ni le développement d'importantes opérations patrimoniales concernant, entre autres l'histoire médiévale.

11 Ces réalisations ont été soutenues par un investissement gouvernemental d'un milliard et demi de dollars. Cf. [<https://www.sis.gov.eg/Story/135089/6-ans-de-r%C3%A9alisations...-Les-projets-de-Mus%C3%A9e?lang=fr>], (consulté le 21.01.21).

12 D'un montant approximatif de 40 milliards de dollars, cette nouvelle capitale administrative prévoit, outre l'installation de quelque 6,5 millions d'habitants, l'édification de 1 250 mosquées et églises, d'un centre de conférences de 5 000 places, de 2 000 écoles, d'universités. Jacques Hubert-Rodier, « Le rêve pharaonique du président Al-Sissi », *Les Échos*, édition du 02.06.2018; voir également [<https://www.lesechos.fr/2018/06/le-reve-pharaonique-du-president-al-sissi-991700>], (consulté le 21.01.21).

- 13 Gilles Suzanne, Claudine Dussolier, « *Save Alex* (Alexandrie) : entretien avec Ahmed Hassan Moustafa », *Faire savoirs* n° 12, 2016.
- 14 Si, comme l'évoque Galila El Kadi, l'idée d'un patrimoine moderne s'est fait jour sous le régime de Hosni Mubarak, elle soutint un discours d'apparat qui promouvait l'image d'une Égypte démocratique et soucieuse de la diversité culturelle, plutôt qu'elle ne justifia une politique de sauvegarde et de valorisation de ses traces ou de ses réalisations marquantes. Galila El Kadi, « Les enjeux du patrimoine moderne en Égypte », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série, n° 5-6, 2009. Cf. [<http://journals.openedition.org/ema/2899>] (consulté le 17.03.2021).
- 15 Kamāl al-Ganzūrī, après avoir été Premier ministre (1996-1999) dans le régime de Hosni Mubarak, ce dernier revint aux affaires (2011-2012) nommé le 24 novembre 2011 par le Conseil suprême des Forces armées.
- 16 Cette villa fut construite en 1930 par les architectes français Léon Azéma et Jacques Hardy.
- 17 Cf. [<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/32/97/41671/Folk/Street-Smart/Alexandrias-Cicurel-Villa-survives.aspx>], (consulté le 21.01.21).
- 18 Fin janvier 2021, le compte Facebook *Save Alex* comptabilise 23 000 followers.

Save Alex constitue ce que l'un de ses cofondateurs définit comme une initiative « post-révolutionnaire représentative de l'action collective de la société égyptienne¹³ ». Si elle a été officiellement fondée en mars 2012, *Save Alex* fait partie des initiatives qui s'inventent dans l'effervescence révolutionnaire. Au moment même où le régime égyptien et ses infrastructures technocratiques ploient sous l'action contestataire d'une grande partie de la société, les initiateurs de *Save Alex*, quant à eux, font de la redéfinition du patrimoine l'un des horizons de la révolution.

On trouve alors, dans *Save Alex*, des professionnels de la ville – essentiellement des architectes et des urbanistes, mais aussi une multitude de personnes intéressées par la préservation du patrimoine architectural ou, plus simplement, attachées à leur ville. Ce qui les réunit d'emblée, c'est cette exaspération de n'avoir pas voix au chapitre en matière de patrimoine. De sorte que l'activisme s'impose rapidement à eux comme leur crédo révolutionnaire¹⁴.

Dès 2012, lorsque le Premier ministre lui-même, Kamāl al-Ganzūrī¹⁵, retire par décret (décret n° 86/2012) la villa Cicurel, située au cœur d'Alexandrie¹⁶, de la « liste de sites patrimoniaux », la livrant ainsi à la promotion immobilière, *Save Alex* organise des marches, des *sit-in* et la plus grande manifestation silencieuse non politique de l'histoire d'Alexandrie (qui eut lieu le 03 mai 2012). Ces mobilisations contraignirent le Premier ministre à revenir sur sa décision¹⁷.

Après le coup d'État militaire du 03 juillet 2013 et l'avènement du régime d'Abdel Fattah al-Sissi, *Save Alex* redéfinit sa stratégie de mobilisation qui ne pouvait plus être aussi frontale. Ses membres optèrent pour une politique du plaidoyer.

Dès lors, les actions de *Save Alex* se développèrent en ligne¹⁸. Depuis, ils adressent à leurs *followers* l'histoire de bâtiments historiques caractéristiques des architectures du xx^e siècle. Ils postent régulièrement des rapports sur leur état architectural. Ils diffusent des informations sur leur état de dégradation. Ils analysent le cadre légal et réglementaire censé les protéger. Ou encore, ses membres chroniquent leurs propres efforts pour les sauver.

Cette aspiration de *Save Alex* à « mobiliser le public » pour « faire pression sur les autorités » et « limiter le désastre patrimonial » n'est pas qu'une vaine attente. Elle dit l'avènement du patrimoine comme une sphère sociale composée de personnes rassemblées en un public concerné par le patrimoine et déterminé à agir en son nom.

Dans le sillage et l'effervescence de ces actions dématérialisées, différentes initiatives voient le jour. En 2012, *Heliopolis heritage initiative* (dont les membres se décrivent comme des lanceurs d'alertes et des « chiens de garde communautaires » du patrimoine)

développe des formes de documentation et d'archivage publics du patrimoine bâti de la ville¹⁹. En 2013, *Save Mansūra* s'invente pour mener une campagne en ligne en faveur de la rénovation du théâtre Manşūra menacé de démolition après l'attentat du 24 décembre 2013²⁰. La même année, *Save Minia* et *Save Cairo* élargissent encore ce public concerné par le patrimoine et contribuent à structurer plus finement la question patrimoniale en un espace de discussion partagée²¹.

Cette mise en mouvement, de la société sur elle-même dit aussi comment le public d'un patrimoine autre s'est constitué. Ce public a fait de sa discussion sur la nature même du patrimoine son mode d'organisation. Ce processus d'intercompréhension critique et politique de ce qui fait patrimoine s'imposant dès lors comme la condition même de ses actions patrimoniales et un moyen susceptible de les orienter.

Cet « agir communicationnel », pour reprendre le vocable de Jürgen Habermas²², s'est d'abord opéré à la faveur d'une critique culturelle des classifications établies et d'une remise en cause des représentations collectives qui surdéterminent ce qui fait patrimoine en Égypte. C'est ainsi que *Save Alex* a progressivement reconsidéré les architectures des XIX^e et XX^e siècles ou le tramway d'Alexandrie – dont l'avenir est menacé – comme faisant parties intégrantes du patrimoine culturel égyptien.

Cette revendication culturelle s'est rapidement doublée d'une critique sociale favorable à une réévaluation du patrimoine du point de vue de la pluralité et de la diversité des mémoires culturelles dont il relève et qu'il concerne : celles des ouvriers, des immigrés, des femmes, des habitants de la ville...

Enfin, la critique culturelle et sociale a pris une tournure politique. À l'encontre de la myopie de l'État, dont la vision patrimoniale se limite à l'antiquité et à l'époque médiévale, mais aussi de son laxisme en matière de protection du patrimoine contemporain et de l'exclusion des populations des processus de patrimonialisation à laquelle il se livre.

Au travers de cette discussion, qui pose le problème de la diversité patrimoniale comme une question d'intérêt général, ce sont les conditions sociales de possibilité d'une intercompréhension discursive, voire d'une recherche d'un nouveau consensus patrimonial, plus large et pluraliste, qui se sont inventées et, surtout, affirmées en marge des sphères institutionnalisées du pouvoir et de la domination qu'elles exercent sur les manières de penser, de vivre et de percevoir le patrimoine.

L'instauration du patrimoine en un espace de discussion, c'est-à-dire d'usage collectif et critique de la raison à propos de ce qui fait patrimoine, indique que ces initiatives patrimoniales se sont bel et bien imposées comme un espace public. En cela, qu'elles ont

19 Cf. [<https://www.facebook.com/HeliopolisHeritageInitiative/>], (consulté le 21.01.21). Ce compte totalise 31 579 followers au mois de janvier 2021.

20 Cf. [<https://www.facebook.com/SaveMansoura/>], (consulté le 21.01.21). Ce compte totalise 25 749 followers au mois de janvier 2021.

21 Cf. [<https://www.facebook.com/Save.Minia/>], (consulté le 21.01.21). Ce compte totalise 12 404 followers au mois de janvier 2021 ; cf. [<https://www.facebook.com/SaveCairo/>], (consulté le 21.01.21) Ce compte totalise 17 690 followers au mois de janvier 2021.

22 Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel* (1981), Tome I., *Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Paris, coll. « L'espace du politique », Fayard, 1987 ; Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel* (1981). Tome II., *Critique de la raison fonctionnaliste*, Paris, coll. « L'espace du politique », Fayard, 1987.

servi d'infrastructure ou de scène(s) à l'élaboration d'une ou d'opinion(s) publique(s) opposable(s) aux intérêts particuliers comme à l'autorité publique. Cette cristallisation du patrimoine en une discussion d'intérêt public documente par ailleurs une transformation des rapports qu'entretiennent la société et l'État. Puisque le patrimoine s'est imposé comme une sphère intermédiaire d'intéressement de plus grand nombre à une question qui relevait jusque-là du seul privilège de l'État. Cette organisation du patrimoine, en une sphère de mobilisation collective autour d'une opinion publique, témoigne donc, plus largement, de l'importance de telles initiatives pour la vitalité démocratique. En bref, elle redonne un rôle à la société civile dans le débat public qui concerne, en l'occurrence, ce qui fait actuellement patrimoine.

Bien que ces initiatives instaurent le patrimoine comme l'espace réel d'une activité communicationnelle orientée vers l'intercompréhension, l'émergence du patrimoine comme espace médian entre la société et l'État relève-t-elle seulement de cette seule activité discursive ?

Loin s'en faut !

Elle correspond aussi à ce que les acteurs de ces initiatives patrimoniales ont fait de leurs pratiques de patrimonialisation : à savoir, une manière de tendre des rapports de pouvoir – là où ils n'étaient jusque-là que rapports d'assujettissement ou de subordination – entre la société et l'État, mais aussi des rapports de force – et plus seulement d'asservissement au pouvoir – avec les instances du pouvoir.

La formation d'une opinion publique, pour autant qu'elle soit indissociable des processus communicationnels qui lui sont immanents, ne peut donc pas se produire, ni même se comprendre, en dehors des rapports de pouvoir et de force qu'elle induit, qui la traversent et qui l'ancrent dans le champ social, à tous les niveaux de la société.

Les actions de *Save Alex* relèvent indubitablement d'une telle mise sous tension des rapports de pouvoir entre la société et l'État. Ses membres ont, en effet, parfaitement compris que les processus d'instauration du patrimoine constituent un ensemble de techniques à la faveur desquelles un pouvoir s'applique à eux. C'est la raison pour laquelle ces derniers ont fait de leurs propres pratiques de patrimonialisation une alternative à la manière dont l'État fait patrimoine. Soit ce que Michel Foucault définissait comme un dispositif de pouvoir. C'est-à-dire une technique qui allie un mécanisme de coercition (légal, réglementaire, culturel...) à un contenu de savoir (à une définition du patrimoine, s'entend) pour soumettre la subjectivité. Les membres de *Save Alex*, de fait, cherchent plutôt à faire du patrimoine, ou, plus précisément de leurs pratiques de patrimonialisation, un style de vie et un processus réflexif qui les conduisent à penser, vivre et sentir autrement le patrimoine.

Le premier type de rapport de pouvoir que *Save Alex* contribue à tendre entre la société et l'État concerne la manière dont ce dernier exerce sa souveraineté à la faveur de sa politique patrimoniale. De sorte que les actions de *Save Alex* interrogent la manière dont l'État gouverne, en particulier, dans le domaine du patrimoine, et, plus largement, en général à travers ce domaine.

À un usage du patrimoine comme mode d'exercice légitime du pouvoir, *Save Alex* oppose essentiellement des travaux d'expertise qui disputent, en somme, l'autorité de l'État en la matière. Ses membres rédigent et rendent publics des synthèses sur le cadre juridique et réglementaire du patrimoine qui remettent en cause la frilosité de cette souveraineté. Ils opposent la précision de leurs analyses au jargon et au flou juridique qui entourent, selon eux, la protection du patrimoine bâti, quand cette faiblesse ne conduit pas directement à sa mise en danger, voire, parfois, à sa destruction physique. Ils ne manquent pas non plus de s'élever contre le dévoiement de l'État de droit en matière de patrimoine au profit d'intérêts privés, comme ceux des secteurs très lucratifs de la promotion et de la spéculation immobilière, ou, plus simplement, d'intérêts particuliers, liés à la jouissance du droit de propriété qui s'exerce souvent en dépit de la protection du patrimoine.

Au-delà de cette dénonciation de la défaillance de l'État en matière de législation, les membres de *Save Alex* remettent également en cause la définition restrictive du patrimoine – à savoir, antique et, au mieux, folklorique – sur la base de laquelle s'exerce cette souveraineté. Ils réfutent, en somme, ce savoir institué du patrimoine que l'État, non seulement, impose à ses citoyens comme seule conception légitime du patrimoine, mais en fonction duquel il trie entre ce qui constitue ou pas les biens, les symboles et le récit de la nation. À l'encontre de ce savoir étriqué du patrimoine, ils mettent en avant une représentation plus concertée de ce qui fait selon eux patrimoine. À savoir, un patrimoine qui prend mieux en compte les productions matérielles et les usages immatériels, mais aussi les mémoires et les lieux dans toute leur diversité historique, sociale et culturelle.

La mise en place de ce premier type de rapport de pouvoir fonctionne comme un mode de désassujettissement vis-à-vis de la *doxa* patrimoniale entretenue par l'État. Les acteurs de *Save Alex*, en élaborant une autre vision du patrimoine, plus sensible à la diversité culturelle et donc socialement plus inclusive, rompent dès lors avec ce qu'Antonio Gramsci définissait comme des formes d'« hégémonies culturelles ». Si bien que le patrimoine devient alors pour eux un mode de subjectivation plus spontanée ; comme le serait un ensemble de pratiques qui les rendraient plus libres de penser, de vivre et de concevoir le patrimoine par-delà l'opinion commune et les idéologies d'État. Bref, s'oppose à l'État souverain la souveraineté de leurs pratiques.

Le deuxième type de rapport de pouvoir que *Save Alex* essaye de tendre concerne l'institutionnalisation du patrimoine.

Pour les membres de *Save Alex*, cette institutionnalisation relève, en Égypte, d'un double procédé de folklorisation du patrimoine et d'esthétisation par le patrimoine.

À la faveur du premier, qui donne une représentation essentiellement immémoriale du patrimoine, l'État égyptien enferme la subjectivité dans le mythe d'une identité immuable et éternelle. Par le second procédé, qui clôture le patrimoine par des cérémonies, des célébrations et des commémorations riches en connotations ou en reconstitutions historiques, l'État, non seulement, structure la représentation du pouvoir établi, mais, de surcroît, enferme la subjectivité dans une identité codée par un sentiment, une appartenance et un récit nationaux exclusifs.

À l'opposé de cet usage du patrimoine comme procédé d'asservissement de la subjectivité à une identité étreinte et extérieure aux individus, *Save Alex* propose de faire du patrimoine un mode de subjectivation plus souple. Par l'entremise d'actions aussi multiples que variées, comme des concours de photographie sur certains usages urbains de l'architecture, du *blogging* autour de la mémoire de bâtiments menacés de destruction, des rencontres-débats sur le passé et l'avenir du tramway d'Alexandrie... *Save Alex* intègre, dans l'histoire de l'architecture ou de la ville, des points de vue multiples (ceux d'architectes et d'urbanistes, mais aussi de simples citoyens) et des mémoires plurielles (celles d'immigrés, d'ouvriers, de représentants associatifs ou syndicaux, d'artistes...).

Ces situations ou ces événements mémoriels inédits que les membres de *Save Alex* font se produire dans les structures de l'expérience patrimoniale se proposent comme des conditions renouvelées de la subjectivité. Ils font du patrimoine, en d'autres termes, l'espace-temps d'une diversité matérielle et immatérielle, historique, sociale et culturelle, qui trace, dans le flux de l'expérience normée du patrimoine, comme une ligne de fuite. Une échappée dans la dynamique de laquelle les subjectivités fuient les représentations qui les disciplinaient jusque-là. Autrement dit, à la « disciplinarisation » des subjectivités, les membres de *Save Alex* opposent des subjectivités indisciplinées.

Pour finir, nous souhaiterions évoquer un dernier type de rapport de pouvoir qui va de plus en plus s'imposer comme un enjeu majeur pour l'ensemble des initiatives que nous avons évoquées. L'instauration de celui-ci ne relèvera pas, à l'instar des précédents, d'actions contre une sorte de maximalisation perverse de l'État. Il aura plutôt à lutter contre les conséquences de la rationalisation libérale de l'appareil d'État qui s'effectue à la faveur de la dés-institutionnalisation de nombre de secteurs du champ social. De sorte que cette atrophie de l'action publique fait place nette à l'émergence de nouvelles instances de pouvoir. Et, en la matière, le champ du patrimoine n'est pas en reste. Puisque de nouveaux acteurs du patrimoine, ceux-là privés, ne cessent d'apparaître.

Les activités de la société Sigma Properties semblent symptomatiques de cette forme de pouvoir, peut-être plus discrète, mais tout autant aliénante, à laquelle nombre d'initiatives patrimoniales alternatives devront désormais s'affronter²³.

Au premier abord, c'est bien une ambition patrimoniale, c'est-à-dire un savoir constitué du patrimoine, que *Sigma properties* met en avant. À l'en croire, cette société souhaite effectivement « rétablir le lien entre le passé et le présent pour passer au futur ». Raison pour laquelle elle dit s'engager à « préserver l'authenticité » ou « l'identité architecturale » des bâtiments qu'elle acquiert. Ou encore à « mettre en lumière l'importance historique de l'architecture dans la région ».

Mais, à vrai dire, cette ambition patrimoniale dissimule assez mal les aspirations commerciales de *Sigma properties*. *Sigma properties* n'est autre que le département de gestion immobilière de *Sigma Group*, un des principaux fournisseurs de *pipelines*, de services et d'équipements pétroliers au Moyen-Orient, depuis 1959²⁴. La société est aussi un fabricant réputé de technologies pour la marine civile et militaire.

Cette société est riche d'un portefeuille d'une trentaine de bâtiments historiques situés entre Le Caire et Alexandrie. Un patrimoine pour lequel elle cherche, explique-t-elle, « un retour sur investissement significatif pour (ses) clients et investisseurs ». Mais aussi, une reconversion de « ces points de repère historiques en propriétés fonctionnant pleinement et en symbiose avec leur environnement moderne » (celui du *business*, de la finance, de la marchandisation et de la consommation à outrance, s'entend). Plus explicite encore, *Sigma properties* dit chercher à « créer de nouveaux récits urbains, où des bâtiments désaffectés sont réaménagés pour répondre aux besoins modernes et générer de nouvelles opportunités commerciales ».

Il ne fait donc aucun doute que *Sigma properties* incarne une nouvelle forme de pouvoir qui articule un processus de régulation ou de contrôle social – là où il se présente par ailleurs comme un processus plus coercitif – à un savoir constitué du patrimoine.

Quand *Sigma properties* développe son projet LPASSAGE, il ne s'agit effectivement plus de mettre en place des modes de coercition autoritaire. Décrit comme *the place to be*, LPASSAGE réunit dans un bâtiment historique, rue Fouad, au cœur d'Alexandrie, pas moins de onze enseignes commerciales haut de gamme, internationales et locales. Dans ce cas, l'ambition étatique d'imposer une définition nationale du patrimoine fait place à l'opportunité de faire du patrimoine un mode de consommation²⁵. Ce qui consiste, certes, à proposer un site architectural remarquable comme cadre d'exception pour un *shopping* haut de gamme. Et, plus encore, d'un point de vue existentiel, à faire du patrimoine une manière de prendre soin de soi qui n'est plus qu'une façon de tirer profit de soi. De sorte que

23 Cf. [<http://sigmaproperties.net/Intro.html>] et [<https://www.linkedin.com/company/sigma-properties-egypt/>], (consultés le 21.01.21).

24 Cf. [<https://www.sigmapetroleumeg.com/>], (consulté le 21.01.21).

25 Cf. [<http://www.lprojectmgt.com/lpassage/>], (consulté le 21.01.21).

- 26 Visites guidées, balades urbaines, spectacles artistiques en lien avec des forums citoyens, ciné-clubs et concerts itinérants, expositions photographiques, collectages de contes urbains ou de témoignages...

la subjectivité devient la matière première de sa propre consommation. Puisqu'il s'agit, pour le chaland, avant même qu'il ne consume toutes sortes de luxes qui s'étalent en vitrines, de se consommer lui-même comme principal article de cette mise en scène patrimoniale de sa consommation.

Enfonçons le clou et précisons encore davantage... Quand *Sigma properties* conçoit dans des bâtiments historiques des suites vénitiennes grand luxe ou des hôtels pour routards de la *jet society* du XXI^e siècle, cela relève à l'évidence d'une classique consommation touristique. Pourtant, c'est bien cette manière de faire de la mise en scène patrimoniale de lui-même dans un cadre cossu et fastueux que le sujet consomme d'abord.

Si c'est une forme de pouvoir moins perceptible qui s'exerce dans ce type de projets patrimoniaux, celle-ci n'est pas moins brutale. Puisque les uns, celles et ceux qui n'ont ni les moyens économiques ni le profil social d'accéder à ce type de consommation, se voient exclus du patrimoine. Tandis que pour les autres le patrimoine devient une simple forme d'individualisation et de personnalisation, sous l'aspect d'un privilège, du rapport qu'ils entretiennent à la consommation. Une manière d'ancrer la consommation, au plus profond d'eux-mêmes, comme une façon de prendre soin d'eux.

Le patrimoine fonctionne dès lors comme un puissant dispositif de contrôle. Il contribue, d'une part, à faire en sorte que le patrimoine, conçu comme une ambiance, assure à la consommation de s'accomplir comme principe et fin de l'expérience sensible. Il fait, d'autre part, de l'expérience du patrimoine un processus d'adoption indolore d'une culture de soi qui n'est, dans les faits, qu'un renoncement à soi.

À contre-courant de ce dernier type d'usage du patrimoine, les actions de patrimonialisation entreprises par les initiatives que nous avons évoquées demeureront-elles pertinentes²⁶ ? Gageons que ce sera le cas si ces actions se montrent encore à même d'offrir une alternative patrimoniale face à la captation idéologique et mercantile du patrimoine. Si, autrement dit, elles remplissent encore leurs fonctions fondamentales. Une fonction critique, d'abord, en contribuant à échafauder des connaissances patrimoniales inédites de la ville. Connaissances à partir desquelles celles et ceux qui les conçoivent ou les découvrent peuvent déconstruire et redéfinir leur expérience du patrimoine. En répondant, ensuite, à une fonction expérimentale qui fait du patrimoine le théâtre d'opérations de patrimonialisation à même d'instaurer des types de rapports au patrimoine plus inusités ou inopinés. En jouant aussi, troisièmement, une fonction subversive ou libératoire qui incite leurs participants à nouer d'autres types de relations à eux-mêmes que ceux qui s'imposent à eux à la faveur d'un usage idéologique ou mercantile du patrimoine. En remplissant, enfin, une fonction « curative », au sens que Michel Foucault donnait à cette idée. Ce qui consiste, en somme, à faire du patrimoine une manière de se sauver ou de se secourir

soi-même. Autrement dit, un moyen de prendre soin de soi en opposant au patrimoine comme discipline ou consommation de soi une expérience du patrimoine qui relève d'une mise en culture de soi²⁷.

27 Le lecteur peut se référer à la conférence prononcée par Michel Foucault à l'université de Californie et, plus particulièrement, aux trois débats qui s'ensuivirent dans les départements de philosophie, d'histoire et de français. Michel Foucault, *Qu'est-ce que la critique ?* (1978) suivi de *La culture de soi* (1983), coll. « Philosophie du présent », Paris, Vrin, 2015.

certains regards ^{HS3}

Cahiers dramaturgiques

Gilles SUZANNE & Yannick BUTEL

Sous la direction de Catherine Miller, Gilles Suzanne et Yannick Butel

Note liminaire

Combats

Combats pour la culture, culture du combat

Scènes artistiques et sociétés
en mouvement dans le monde arabe-méditerranéen

Les aléas des politiques culturelles au Liban

Nadia VON MALTZAHN
Célia HASSANI

Débats sur les politiques culturelles au Liban

Scènes artistiques libanaises et demande de politiques culturelles
L'art comme enjeu de débat public

Ricardo MBARKHO

En marche vers une idéologie neutre de la politique culturelle

Voix de traverses du théâtre libanais

Arnaud MAÏSETTI
Yannick BUTEL

Scènes de l'autre, ou l'hospitalité absolue du théâtre

Lina Saneh, Rabi Mroué, *33 tours et quelques secondes*
Théâtre et traces de révolte... « d'aujourd'hui »

Élie YAZBEK

L'expérience théâtrale et thérapeutique de Zeina Daccache dans les prisons libanaises

Mona MEHRI

En ce moment même : un théâtre au-delà de la théâtralisation et de la conscientisation

Abdo NAWAR

Théâtre libanais ou théâtre au Liban, une histoire en construction

De quelques combats artistiques et culturels dans le monde arabe

Myriam ABDELHAK
Catherine MILLER
Simon DUBOIS
Marion SLITINE

Les « arts de rue » au Maroc : dynamique d'un champ artistique

Au cœur de la cité, l'émergence d'une « nouvelle scène théâtrale » à Rabat

Un destin allemand pour le théâtre syrien ? Dynamiques d'une rencontre artistique

Résistances artistiques sous domination coloniale

Le cas des collectifs d'artistes à Gaza (Palestine)

Liliane GHOSN-SWEYDAN

Culture et espace public, une conquête toujours recommencée

Des patrimoines en résistance

Gilles SUZANNE
Valérie CACHARD

Patrimoines alternatifs dans l'Égypte post-révolutionnaire

Objets trouvés. L'infra-ordinaire muséifié ou ma mémoire en sursis

Valérie VINCENT

Le Cèdre et l'acier. Un combat pour la mémoire des pierres et des hommes

Khaled EL NAANAA

Le patrimoine oral palestinien, entre transmission et créativité

Lire envers et contre tout

Maud STEPHAN

Bibliothèques publiques et Bibliothèque nationale entre initiative privée et pouvoirs publics :
quelle politique culturelle au Liban ?

Jocelyne LASSALLE

La caravane culturelle itinérante. Médiation culturelle dans l'espace public au Liban

auteures et auteurs

 Aix-Marseille
université
Socialement engagée

Éditions

 PUP
Presses
Universitaires
de Provence

 LESA



15 €